

Les ports en grève demain

A moins d'un rebondissement de dernière minute, dix ports commerciaux et pas des moindres connaîtront une paralysie totale de leurs activités demain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La paralysie interviendra suite à la journée de protestation qu'observeront les 14 000 travailleurs, à l'appel de la coordination nationale des syndicats des ports d'Algérie.

La décision d'engager cette action de protestation a été prise le 3 février dernier « suite au refus de l'employeur de revaloriser les primes et les indemnités comme cela a été décidé lors des négociations de la convention de branches. »

En effet, les trois réunions qui ont eu lieu respectivement les 20, 27 janvier et le 3 février et ayant regroupé d'une part le porte-parole de la partie employeur et d'autre part le président de la coordination des syndicats des ports n'a pas abouti à des résultats.

Selon le procès-verbal de la dernière réunion, les deux parties sont campées sur leurs positions. D'après la même source, « les représentants de la partie employeur ont précisé que la revalorisation des primes et indemnités ne peut s'effectuer que dans le cadre du respect de l'esprit et la lettre des dispositions contenues dans la convention de branches, qui stipulent expressément que « les primes et indemnités seront harmonisées à l'occasion de la renégociation de l'accord salarial et ce de manière graduelle » et qui ne viendra à échéance qu'à partir d'octobre 2008 ».

Pour sa part, la partie syndicale a tenu, en la circonstance, à exprimer sa position qui est restée « inchangée », selon les termes contenus dans le procès-verbal en question.

En somme, pour les représentants des travailleurs, « la position de la partie syndicale reste inchangée et est conforme à ce qui a été décidé entre les deux parties en présence de la Centrale syndicale et du président du directoire à savoir la revalorisation dans une première phase du salaire de base et l'installation d'un comité paritaire à l'effet de négocier les primes et indemnités liées à celui-ci au plus tard 15 janvier 2007, et dont l'application prendra effet à compter de la date de la mise en application des salaires de base revalorisée dans le cadre de la convention de branches ».

Pour les représentants des travailleurs, « cette troisième réunion n'a rien apporté de positif d'où la décision de surseoir aux travaux de la séance et rendre des comptes aux différents organes syndicaux ».

Dès lors, le recours à une démonstration de force a constitué pour les animateurs de la coordination le « moyen légal et approprié pour faire entendre notre revendication ».

Pour rappel, lors de la seconde réunion qui s'est tenue le 27 janvier dernier, les prémices d'un désac-



Les dockers paralyseront les dix ports commerciaux.

cord entre les deux parties étaient déjà perceptibles. En effet, la partie syndicale, selon le procès-verbal ayant sanctionné les travaux de cette réunion, « a contesté le fait de lier l'évolution du système de rémunération aux paramètres que sont la croissance et la productivité telles que prévues par la convention de branches et demande à discuter directement sur les primes et les indemnités ».

Or, pour l'employeur, l'union dans le même document « le fait de discuter uniquement des primes et indemnités sans instaurer de règles et mécanismes, ne cadre pas avec l'esprit et la lettre des dispositions de la convention de branche. » « Ces mécanismes sont absolument nécessaires pour toute revalorisation du

système de rémunération laquelle doit être basée sur des règles de gestion et de calcul définies préalablement et applicables pour l'ensemble des entreprises portuaires », indique-t-on.

Question : Les représentants des 14 000 dockers iront-ils jusqu'à observer la journée de protestation ou feront-ils marche arrière ?

Affiliée à l'UGTA, l'action que compte entreprendre la coordination nationale des syndicats des ports d'Algérie reste toutefois tributaire du feu vert de la Centrale syndicale, à sa tête son secrétaire général qui lors de sa dernière sortie médiatique, a plaidé pour le dialogue en exprimant son opposition à toute forme de confrontation.

A. B.

INCENDIE DE LA MOSQUÉE DE SIDI-ALI À MOSTAGANEM

Acte de vandalisme ou motivation religieuse ?

Située à 45 km du chef-lieu de la wilaya de Mostaganem, la commune de Sidi-Ali, qui par le passé avait énormément souffert de la présence active des groupes terroristes, a connu ce vendredi 1^{er} février 2008 à 2h du matin, des actes de vandalisme pour le moins suspects.

Amel B. - Sidi-Ali (Le Soir) - Des individus, jeunes selon les témoignages, se sont attaqués à trois mosquées pour y dilapider les caisses de la Zakat. Seulement l'une de ces mosquées qui est également une zaouïa, dite celle de cheikh Bencherif Moulay Ahmed El Azhari, est connue pour ne pas contenir de caisse de la Zakat. Dès lors, bon nombre de questionnements tournent autour des véritables motivations de ce groupe, mais également autour de leur appartenance religieuse.

L'intérieur de la salle principale de prière a été complètement détruit par le feu. Le sinistre a également atteint une partie de la bibliothèque contenant nombre de volumes du livre saint.

Les individus ont soigneusement entassé les tapis de prière des deux extrémités de la salle et y ont mis le feu. Probablement pour s'assurer que le feu se propage plus rapidement.

Sur place, la stupéfaction est entière, sachant que si dans les deux autres mosquées (Abou Bakr Assadik et Cheikh Ben-Hmitti), possédaient des caisses de la Zakat et que celle incendiée n'en avait pas, car, nous dit-on, il n'y avait pas les conditions requises pour protéger l'argent. Dès lors, traversent les esprits des motivations ayant un rapport avec les groupes Salafistes, qui ne cachent pas leur rejet total de la vocation des mosquées qui n'enseignent pas, selon eux, le principal précepte, à savoir l'appel au djihad. Toutefois, tous nos interlocuteurs au niveau de la commune de Sidi-Ali étaient réticents à toute déclaration allant dans ce sens, sauf pour certains qui ont requis l'anonymat. « Les motivations du moins concernant la mosquée incendiée ne peuvent être qu'issues d'un courant islamiste, sinon pourquoi mettre le feu dans un lieu saint ? Sachant qu'il n'y a rien à voler. Ils ne sont pas fous, ils savaient ce qu'ils faisaient ! »

Du côté des enquêteurs, l'on saura de source officielle qu'au lendemain de cet acte inqualifiable, un individu a été arrêté en état d'ébriété, nous dit-on, il s'agit de D. M. (28 ans) un repris de justice. Présenté hier devant le procureur, il fut placé sous mandat de dépôt. L'on saura que l'accusé a refusé de parler et s'est contenté de nier les faits qui lui étaient reprochés.

L'individu en question aurait, nous dit-on été appréhendé suite à la reconnaissance de ses empreintes sur l'une des caisses de la Zakat retrouvée dans les alentours des mosquées. Toutefois l'arrestation de ses complices ne saurait tarder, nous précise-t-on.

Pour rappel, durant l'année 2007, les services de sécurité ont démantelé sept cellules de soutien au terrorisme. De même que l'arrestation de 4 individus qui avaient en date du 12 septembre 2007 utilisé le haut-parleur de la mosquée de El-Tahdib, située dans le quartier de Tigdit, et avaient appelé au djihad seraient d'appartenance salafiste, un courant très répandu dans cette région. Ou ces groupes « dormants » actifs, nous dit-on, dans la clandestinité la plus discrète.

Les habitants de la commune de Sidi-Ali sont toujours sous le choc sachant que la mosquée ciblée de Cheikh Ben Cherif Ould El Moulay Ahmed El Azhari est l'une des plus anciennes et des plus glorifiées, construite en 1926. Tous espèrent que justice soit rendue mais également voudraient comprendre les véritables motivations d'un tel acte blasphématoire.

A. B.

INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Trois jours de débrayage à partir du 10 février

L'intersyndicale de la Fonction publique remonte au créneau et retient de rééditer le bras de force qu'elle a eu déjà à engager avec les pouvoirs publics. Faute d'échos favorables de la part du gouvernement, elle décide de reconduire son mouvement de grève nationale pour trois jours de suite, les 10, 11 et 12 février prochains.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Composée de six syndicats, les Snapap, Cnapest, Satef, SNTE, SNPEPM et CLA, l'intersyndicale de la Fonction publique retient également d'observer au dernier jour de la grève, soit le 12 du mois, un large rassemblement de protestation devant le Palais du gouvernement.

La conférence de presse animée hier au siège du Cnapest a été une occasion supplémentaire pour les principaux animateurs des syndicats engagés dans cette protestation pour rappeler les revendications des travailleurs du secteur. Celles-ci s'articulent autour de préoccupations fort légiti-

times, à l'instar de la revalorisation salariale, l'ouverture de négociations autour des statuts particuliers et l'intégration des enseignants contractuels. Ces derniers se sont, d'ailleurs, au niveau de la capitale, constitués en conseil (le CECA), lequel s'engage activement dans la protestation.

Le mouvement de grève pourrait également être rejoint par les sections grévistes du Cnas. L'intersyndicale de la Fonction publique, qui s'affirme être le véritable porte-parole des salariés du secteur, plaide aussi une hausse de la pension de retraite.

Le responsable du Satef, M. Saadali, a estimé que le pays ira droit vers le chaos social si le gouvernement persiste dans sa politique de paupérisation de la société. « Les subventions décidées pour certains produits de consommation rappellent les plans antipénuries des années 1980 qui ont conduit à l'explosion d'Octobre 1988 ».

Pour sa part, le porte-parole du CLA, M. Boukheta, a considéré que « la nouvelle grille des salaires ne connaîtra pas d'application au plus

tard le mois de février comme tentent à le faire accroître les pouvoirs publics. La raison est que les statuts particuliers qui en déterminent les modalités d'application ne sont et ne seront pas prêts d'ici là ». Il a par ailleurs estimé que le nouveau statut particulier pour l'enseignant est rétrograde par rapport à l'ancienne loi.

L'intersyndicale de la Fonction publique avertit, en outre, qu'elle maintiendra la pression jusqu'à gain de cause. D'autres débrayages auront, selon elle, lieu et plus étalés dans le temps si la prochaine grève de trois jours ne trouve pas d'échos favorables auprès du gouvernement. Parallèlement à la grève, l'intersyndicale compte alerter les fédérations syndicales internationales et les y sensibiliser.

Cela étant, l'intersyndicale de la Fonction publique soutient maintenir ses distances par rapport à la coordination nationale des syndicats autonomes. Pour l'intersyndicale, la coordination est suspectée de connivence avec les pouvoirs publics.

S. A. I.